



---

66<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale  
5<sup>ème</sup> commission

Points 134 de l'ordre du jour

**Projet de budget-programme  
pour l'exercice biennal 2012-2013**

**Proposed programme budget for the biennium 2012-2013**

New York, le 27 octobre 2011

Déclaration de M. Thomas Gürber  
Représentant permanent adjoint

---

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein.

La Suisse et le Liechtenstein saluent la présentation faite par le Secrétaire général du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 ainsi que l'introduction d'autres rapports ayant trait à ce point de l'ordre du jour. Nous remercions notamment le Comité consultatif sur les questions administratives et budgétaires de son rapport et ses recommandations qui représentent pour nous un point de référence important pour les négociations des prochaines semaines.

Nos délégations saluent l'initiative du Secrétaire général de présenter un budget inférieur de 3.7% à ce que l'esquisse budgétaire avait autorisé tout en garantissant une exécution entière des mandats. Nous sommes cependant conscients que le budget proposé est destiné à croître. Nous constatons ainsi que l'exercice 2010-2011, sous l'impulsion rituelle de l'actualisation des coûts et des suppléments budgétaires, a enregistré une croissance d'environ 10% entre le projet de budget-programme et le montant révisé des crédits ouverts. Il est donc aisé de prédire que, d'ici la fin du cycle 2012-2013, l'actuelle diminution de 3.7% sera devenue une augmentation nette.

L'incapacité à éviter ce dépassement systématique illustre les déficiences d'un processus budgétaire qui ne répond plus aux besoins d'une organisation qui a beaucoup évolué ces dernières années. A l'heure actuelle, ni le Secrétariat ni les Etats membres ne semblent avoir un contrôle stratégique sur ce processus. Les Etats membres se retrouvent à effectuer de la micro-gestion sur un budget qui leur est présenté par à-coups, à négocier sur des questions de ressources chapitre budgétaire après chapitre budgétaire sans véritable considération de l'orientation stratégique de l'organisation.

Monsieur le Président,

La Suisse et le Liechtenstein veulent une ONU forte et moderne. Une réforme structurelle du processus budgétaire qui doit être davantage axé sur les stratégies et les résultats fait partie intégrante de cette vision. Une approche holistique nous paraît indispensable pour mener une réforme d'un processus aussi complexe. Nous appelons le Secrétariat à faire preuve de leadership sur cette question. Son expertise est fondamentale pour proposer des changements significatifs.

Nous saluons l'effort actuellement fait pour trouver une alternative au mode de financement des missions politiques spéciales. C'est un premier pas vers un processus budgétaire plus contrôlé et nous nous réjouissons de pouvoir en discuter lors de cette session de la 5<sup>e</sup> Commission.

Nous regrettons que des éléments que nous jugeons prioritaires et clés à l'édification d'une organisation moderne soient pénalisés par la fragmentation du processus budgétaire. Les sujets de l'administration de la justice, du plan stratégique patrimonial, des technologies de l'information et des communications n'ont ainsi pas été inclus dans le projet de budget-programme. Ils font donc l'objet d'une demande séparée de supplément budgétaire qui les rend plus vulnérables à des coupes budgétaires. Nous soutenons l'avis du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires que les dépenses qui étaient déjà prévisibles au moment de l'établissement du projet de budget-programme doivent être prises en compte ou qu'au moins des estimations préliminaires doivent être fournies.

Monsieur le Président,

En cette période de difficulté financière mondiale, la Suisse et le Liechtenstein reconnaissent l'urgence d'optimiser le rapport coût efficacité de l'organisation. Toutes les opportunités permettant des économies et une rentabilité accrue doivent être saisies.

Cependant, cet effort ne peut pas se faire au détriment de la capacité de l'organisation de s'acquitter de ses mandats ni compromettre des investissements nécessaires à la modernisation de l'ONU. Par exemple, nous devons maintenir notre soutien à l'adoption d'un progiciel de gestion intégrée pour gérer avec efficacité et efficience les ressources humaines, financières et matérielles, et cela malgré les difficultés rencontrées par ce projet. Dans le même esprit, nous nous réjouissons que le Secrétaire général propose dans le projet de budget-programme de renforcer certains domaines importants comme par exemple l'ONU-Femmes, le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), l'UNRWA (*United Nations Relief and Works Agency*), le secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes ou encore le Bureau des services de contrôle interne (BSCI).

Nos délégations s'engageront de manière active et constructive dans les délibérations portant sur ce point important de l'ordre du jour.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Mr. Chairman,

I have the honour of addressing you on behalf of Switzerland and Liechtenstein.

Switzerland and Liechtenstein welcome the Secretary-General's presentation of the proposed programme budget for the biennium 2012-2013, as well as the introduction of other reports concerning this item on the agenda. In particular, we thank the ACABQ for its report and recommendations which are for us an important point of reference for the negotiations of the coming weeks.

Our delegations welcome the Secretary-General's initiative in presenting a budget that is 3.7% below the amount authorised in the budget outline, while at the same time guaranteeing the full implementation of mandates. We are however aware that the budget is certain to grow. We note in this context that if one compares the proposed programme budget and the revised appropriation, the 2010-2011 budget increased by 10% as a result of the impact of ritual recosting and add-ons. We can therefore safely predict that by the end of the 2012-2013 period the current reduction of 3.7% will have become a net increase.

The inability to avoid this systematic overrun reveals the basic flaw of a budget process that no longer meets the requirements of an organization that in recent years has changed greatly. At present neither the Secretariat nor the Member States seem able to exert any strategic oversight of this process. The Member States end up practising micro-management with regard to a budget which is presented to them piecemeal, having to negotiate on questions of resources budget fascicle by budget fascicle while no real consideration is given to the organization's strategic orientation.

Mr. Chairman,

Switzerland and Liechtenstein would like to see a strong and modern United Nations. Structural reform of the budget process, which should be more closely based on strategies and results, is a necessary part of achieving this goal. In our view a holistic approach is indispensable for the reform of such a complex process. We call upon the Secretariat to demonstrate leadership on this question. Its expertise is essential for the proposal of significant changes.

We welcome current efforts to find an alternative way of financing special political missions, as a first step towards greater oversight of the budgetary process, and we look forward to discussing this during the session of the Fifth Committee.

We regret that aspects which we view as having priority, being essential for the development of a modern organization, suffer from fragmentation of the budgetary process. The programme budget does not include the administration of justice, the strategic heritage plan or information and communication technologies. They will therefore have to be covered by separate budget requests, which will make them more vulnerable to budget cuts. We support the view of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions that expenditures which were foreseeable at the time of preparing the proposed programme budget need to be taken into account, or there should at least be preliminary estimates.

Mr. Chairman,

At this time of financial difficulties worldwide, Switzerland and Liechtenstein feel that it is urgent for the organization to achieve optimum cost-effectiveness. Every opportunity must be taken to achieve savings and improve the return on investment.

However, this cannot be at the expense of the organization's ability to fulfill its mandates, nor should it compromise the investments necessary for the UN's modernisation. For example, we must maintain our support for the implementation of Enterprise Resource Planning (ERP) to manage the human, financial and material resources in an effective and efficient manner, despite the difficulties encountered with this project. In the same spirit we welcome the fact that in the programme budget the Secretary-General proposes the strengthening of certain areas of importance such as UN Women, the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), the United Nations Relief and Works Agency (UNWRA), the Secretariat of the International Strategy for Disaster Reduction (ISDR) and the Office of Internal Oversight Services (OIOS).

Our delegations are committed to playing an active and constructive role in the deliberations concerning this important item on the agenda.

Mr. Chairman, I thank you.